

Edouard Vitrant

Le marchand de masques

Journal d'un citoyen
Tome 1 (2010-2012)

ebook publié sur www.bookelis.com

© Edouard Vitrant, 2023

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Pour Raphaël, plus tard

Au lecteur

Je ne me suis pas levé un beau matin en me disant: «je vais écrire le *Journal d'un citoyen*». Je me suis mis à prendre des notes sans projet précis. Je voulais fixer sur le papier mon humeur du moment, comme on prend une photo, pour arrêter le temps.

Les notes ont commencé à s'accumuler. Leur forme, brouillonne au début, se structurait sans que j'en aie conscience. J'avais toujours à tâtons, jusqu'à ce que survienne l'affaire Strauss-Kahn. Comme tout un chacun, j'ai pris la mesure de ce coup de théâtre qui jetait dans le ruisseau le favori de l'élection présidentielle. Je me suis pris au jeu de l'écriture au contact d'un événement majeur. Je me devais, avec mes modestes moyens, d'être à la hauteur de l'actualité. A partir de là, la forme de mes notes s'est fixée, en même temps que je prenais conscience de

l'ouvrage en train de naître. Comme une gestation, le livre avait commencé à grandir sans bruit, de façon infinitésimale. Un beau jour, il a existé par lui-même et s'est mis à donner des coups de pied dans mon ventre. Le *Journal d'un citoyen* prenait consistance presque malgré moi.

Dès lors, que fallait-il faire des premières pages hirsutes, mal dégrossies? Fallait-il les écarter pour ne garder que celles qui me paraissaient abouties, ou convenait-il de préserver l'intégralité de l'ensemble, avec ses défauts? J'ai pris le second parti. Vous avez donc entre les mains le premier tome du *Journal d'un citoyen* dans sa forme brute, pour le meilleur et pour le pire. Veuillez apprécier le meilleur et pardonner le pire.

Mardi 9 février 2010

L'islam est-il compatible avec la démocratie?

Au cœur de l'islam, il y a l'idée de soumission. Au cœur de la démocratie, il y a l'idée de consentement. Ce sont deux notions sont radicalement opposées.

Il y a donc deux démarches radicalement opposées dont la conjonction est nécessairement explosive. Mais peut-être pas beaucoup plus explosive que l'opposition de la démocratie au catholicisme.

Lundi 22 février 2010

***Deux réflexions à propos du
dernier livre d'Elisabeth Badinter
Le conflit, la femme, la mère***

1) Les critiques qui lui sont adressées proviennent sans doute du fait qu'elle considère la vie professionnelle comme la source d'épanouissement suprême, avant la maternité. Cette hiérarchie implicite la conduit à dénoncer toutes les mesures qui incitent les femmes à s'occuper de leurs enfants plutôt que de reprendre leur vie professionnelle.

2) N'atteint-on pas aujourd'hui les limites du féminisme? Dans les années 70, le féminisme consistait à remettre en cause la division des rôles homme/femme, la sphère publique (professionnelle, politique) étant dévolue aux hommes, la sphère privée (maternité, éducation) étant l'apanage des femmes. A force de conquêtes, les femmes sont aujourd'hui — en droit

sinon en fait — égales aux hommes; elles ont accès à toutes les fonctions hier réservées aux hommes et une femme peut se présenter à la présidence de la République à égalité de chances avec un homme. Reste qu'il faut bien constater que les femmes ne veulent pas renoncer à leurs prérogatives dans la sphère privée. Lorsqu'on croise une voiture d'enfant et que l'on regarde qui la pousse, neuf fois sur dix, c'est une femme; dans 85% des cas de divorce, le juge confie la garde des enfants à la femme — je n'entends pas les féministes protester contre cette conception réactionnaire du partage des tâches; lorsqu'on parle de l'âge de départ à la retraite, je n'entends pas non plus les tenants de la parité s'indigner de voir les femmes pensionnées six années de plus que les hommes en raison d'une longévité plus grande. La parité est aujourd'hui vécue à sens unique, nous refusons de voir les discriminations de fait qui profitent aux femmes. Ces prérogatives que l'histoire leur a

accordées, souhaitent-elles vraiment y renoncer?

Dimanche 7 mars 2010

Le triomphe du christianisme

La multiplication constante des moyens de suivi des individus, dont les plus visibles sont les caméras de surveillance, signe le triomphe du christianisme. Car, au-delà de la fracture classique droite-gauche, il y a une fracture culturelle beaucoup plus profonde, si profonde qu'elle passe généralement inaperçue. Cette fracture, c'est la fracture entre christianisme et paganisme. Le paganisme porte un regard neutre sur l'être humain, il ne le voit ni fondamentalement bon ni fondamentalement mauvais, mais tiraillé également entre des forces vertueuses et des forces vicieuses. Il lui laisse son libre arbitre et le regarde comme pleinement responsable de ses actes. Le christianisme a une conception négative de l'être humain. L'homme est fondamentalement mauvais, on ne peut pas lui faire confiance, il faut donc le

surveiller, le contrôler, le guider et le redresser en permanence. L'idéologie (totalitaire) de la transparence qui étend son empire sur nos vies procède de cette méfiance.

La possibilité ouverte depuis peu par le législateur de maintenir en détention *ad vitam aeternam* un détenu qui a pourtant purgé l'intégralité de sa peine au seul motif qu'on le soupçonne de vouloir récidiver en est un autre signe frappant. C'est le retour de la lettre de cachet.

Lundi 8 mars 2010

La journée de la jupe

Dans les années 70, glorieuses années du militantisme en général et du féminisme en particulier, la révolution passait par le vêtement. Penser différemment impliquait de s'habiller autrement. Remettre en cause les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes se traduisait par de nouvelles pratiques vestimentaires. La mode est devenue unisexe, le jean et le T-shirt étaient ses signes de ralliement.

Cette confusion des genres et des sexes semble bien lointaine aujourd'hui. Elle avait une contrepartie: le doute, l'incertitude. Or l'être humain n'est pas doué pour le doute; il est tellement plus doux de pouvoir se raccrocher à des certitudes. C'est ainsi que l'on voit reflourir les marqueurs de genres qui siéent à notre époque sécuritaire qui ne déteste rien tant que le relativisme, comme l'a si bien compris Nicolas

Sarkozy.

Pour une femme, porter ces attributs qu'un homme ne saurait arborer sans risquer le lynchage, c'est accepter la division sexuelle des rôles sociaux. Nous sommes très loin des revendications féministes.

Mercredi 10 mars 2010

Juifs et Tsiganes

Hier soir, sur *France 2*, grande émission promotionnelle de plus de deux heures autour du film de Rose Bosch *La Rafle*. Au nom du devoir de mémoire, Marie Drucker avait convoqué témoins, acteurs du film, hommes politiques et historiens pour un lancement en fanfare. D'après elle, les cinéastes auraient des scrupules à évoquer cette période et il conviendrait d'analyser les raisons de cette frilosité.

Or les rayons des vidéothèques croulent sous le poids des œuvres qui évoquent cette période et il en sort de nouvelles tous les mois. Rien que cette semaine, il y en a deux: *La Rafle* donc, et *L'Arbre et la Forêt*. Etrange pénurie...

Mais où était donc Marie Drucker il y a quinze jours lorsqu'est sorti le très beau film de Toni Gatlif *Liberté*? En soixante-cinq ans c'est l'un des rares films, et peut-être le premier, à aborder le thème

du génocide des Tsiganes. Malgré ses qualités et sa nécessité, ce film n'a eu droit qu'à la promotion classique d'un film français à petit budget. Rien de plus malgré son double intérêt, cinématographique et documentaire.

Toni Gatlif explique cette absence de témoignage tzigane par un phénomène que l'on pourrait qualifier de «devoir d'oubli» propre à la culture tzigane. Lorsqu'un Tsigane meurt, il est d'usage de brûler toute trace de son passage sur terre. Les Tsiganes se méfient de tout ce qui fait trace, de tout ce qui est pérenne comme ils se méfient de l'habitat sédentaire en dur.

Mais il n'est pas nécessaire d'être tzigane pour parler du génocide des Tsiganes, de même qu'il n'est pas nécessaire d'être juif pour perpétuer la mémoire du génocide des Juifs d'Europe. Alors pourquoi cet oubli des Tsiganes? Les morts ne sont pas égaux devant l'histoire.

Dimanche 28 mars 2010

Les masques de Nicolas Sarkozy

Durant la campagne électorale de 2007, Nicolas Sarkozy a revêtu successivement (parfois simultanément) trois masques: un masque social, un masque présidentiel et un masque écologique.

Le premier est tombé dès le soir du 6 mai 2007. C'était sans doute celui qui lui était le plus insupportable. Souvenons-nous de ces longues citations de Jaurès, des trémolos dans la voix. Il l'a prestement arraché pour aller rejoindre ses amis bling-bling au Fouquet's, avant d'aller méditer sur la servitude de la condition présidentielle sur le yacht de Vincent Bolloré. C'était sa façon à lui de faire un bras d'honneur aux millions d'électeurs modestes qui avaient cru à ses envolées lyriques.

Le masque présidentiel, celui de

l'homme d'Etat détaché des passions vulgaires, est tombé au premier Salon de l'Agriculture. Profondément ennuyé par la fréquentation des bouseux qu'il a bien du mal à supporter plus de cinq minutes, il s'est «lâché»: «casse-toi pauv' con»! Le charretier avait remplacé le président.

Le troisième masque est tombé au même endroit, décidément fatal, deux ans plus tard (le 7 mars 2010). «Les questions d'environnement, ça commence à bien faire». Chassez le naturel, il finit toujours par ressortir.

Lundi 29 mars 2010

Crise financière, crise écologique

Ainsi donc, la crise financière serait un motif pour renvoyer la solution des problèmes écologiques aux calendes grecques. Il faut être bien aveugle pour ne pas voir que ce sont exactement les mêmes ressorts qui ont produit les deux crises: l'irresponsabilité, le chacun pour soi et la logique du profit immédiat.

Lundi 15 novembre 2010

La balle au centre

En humiliant Jean-Louis Borloo de belle manière en lui laissant miroiter qu'il serait bientôt premier ministre à la place de François Fillon pour finalement le laisser choir comme une merde, Nicolas Sarkozy a commis une erreur aussi grossière que celle commise par Lionel Jospin entrant en conflit avec Jean-Pierre Chevènement sur le dossier corse et ouvrant un boulevard politique à celui-ci, ou celle de Jacques Chirac écartant François Fillon du gouvernement au moment du remplacement de Jean-Pierre Raffarin par Dominique de Villepin, précipitant François Fillon dans les bras de Nicolas Sarkozy avec lequel il n'avait, a priori, pas particulièrement d'affinités. Comme quoi l'expérience des uns ne profite jamais aux autres. Rendez-vous en 2012 pour mesurer les dégâts provoqués.

Mercredi 17 novembre 2010

Quatre mois de réflexion

Lors de son intervention télévisée d'hier, Nicolas Sarkozy a à nouveau parlé des Roms, sujet qui lui tient particulièrement à cœur depuis quatre mois au cours desquels ses propos ont soulevé de vives polémiques. Parlant des «gens du voyage», il a opposé une nouvelle fois les Français... aux Roms. Comme si «Rom» était une nationalité... Lui serait-il venu à l'esprit l'idée d'opposer de la même manière les Français aux Juifs? Je m'étonne qu'aucun de ses interlocuteurs ne lui ait fait cette observation, alors que c'est précisément cela qui fait scandale depuis quatre mois.

Mardi 14 décembre 2010

La loi et l'ordre

Vendredi dernier, des policiers ont été condamnés par la justice. Que leur reprochait-on? Alors qu'ils poursuivaient en voiture un homme qu'ils soupçonnaient d'avoir commis un délit, leur voiture est entrée en collision... avec une autre voiture de police. Au lieu de faire le constat que cet accident appelait, ils ont essayé de faire endosser la responsabilité de l'accident au fuyard, l'accusant de tentative de meurtre sur la personne des policiers, faux témoignages et faux constats à l'appui. La supercherie, qui aurait pu coûter très cher à l'accusé, a été démasquée et les policiers condamnés à des peines de six mois à un an de prison ferme. Ce qui n'est que justice.

Tollé chez les policiers qui manifestent leur mécontentement devant le palais de justice ajoutant du scandale au scandale, au mépris du principe de séparation des

pouvoirs et de l'autorité de la chose jugée. Ils sont bientôt rejoints par le préfet de Seine-Saint-Denis, ancien flic, qui leur apporte son soutien officiel. Ils reçoivent aussi deux jours plus tard le soutien du repris de justice Hortefeux qui exerce toujours les fonctions de ministre de l'intérieur, qui n'allait pas rater une si belle occasion de vilipender des juges.

C'est là que nous approchons du fil de rasoir qui sépare la démocratie des régimes autoritaires. Le fondement de toute démocratie est la séparation des pouvoirs. Elle est garantie par la loi. La raison d'être des régimes autoritaires est l'ordre. Celui-ci est obtenu par la confusion des pouvoirs, en particulier la sujétion du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif. En prenant systématiquement fait et cause pour les policiers contre les juges depuis huit ans, nos gouvernements successifs apportent de l'eau au moulin des ennemis de la démocratie. Triste inconséquence.

Dimanche 2 janvier 2011

Deux poids, deux mesures

Un attentat dans une église copte d'Egypte a fait des dizaines de morts. L'Elysée a publié un communiqué d'indignation. Il y a (presque?) tous les jours des musulmans qui sont victimes du terrorisme islamiste en Irak ou ailleurs. Pas de communiqués de l'Elysée. Notre président-chanoine de Latran a l'indignation sélective.

Dimanche 16 janvier 2011

Un mur tombe

Ben Ali est parti, chassé par son peuple au cri de «Ben Ali, dégage!». Le scénario n'était pas écrit d'avance. Un scénario à l'iranienne était tout aussi probable. Deux acteurs ont sans doute œuvré (de concert?) pour qu'il n'en aille pas ainsi. Un «acteur actif», l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) qui a encadré et structuré le mouvement, et un «acteur passif», l'armée, qui a signifié à Ben Ali qu'elle refuserait de tirer sur le peuple et a poussé l'autocrate vers la sortie.

Deux forces sont à l'œuvre dans les régimes autoritaires: la colère et la peur. Le régime tient debout tant que la peur l'emporte sur la colère. Un geste a fait basculer la balance: celui de Mohamed Bouazizi, jeune diplômé sans emploi qui vendait des fruits et légumes pour nourrir sa famille. Des fonctionnaires lui ont refusé sa licence. Pour rien. L'arbitraire

dans toute sa bêtise gratuite. Il s'est suicidé par le feu. Par ce geste, inouï en terre d'Islam, il a fait éclater au grand jour la désespérance de tout un peuple et lui a donné la force et le courage d'affronter le tyran. La peur a changé de côté.

De tous les événements historiques que j'ai vécus c'est, après la chute du mur de Berlin, celui qui m'a le plus profondément bouleversé. La parole qui se libère soudain en Tunisie me frappe par sa qualité et son énergie. Nul doute que nous allons assister dans les mois et les années qui viennent à une éclosion formidable d'idées et de talents, aussi bien sur le plan politique qu'artistique, qui sera comparable à la movida qu'ont connu les Espagnols après la mort de Franco, et qui aura des échos dans tout le monde arabe. A suivre.

Vendredi 28 janvier 2011

Le tabou et la loi

Le Conseil Constitutionnel a repoussé la question prioritaire de constitutionnalité relative au mariage homosexuel. Motif: cette question est du ressort de la loi, pas de la constitution. Cela s'appelle botter en touche.

Derrière la question du mariage, il y a la question de la parentalité, et le cas de l'homoparentalité. Les adversaires de l'homoparentalité se retranchent derrière l'argument classique qu'un enfant a besoin d'un père et d'une mère pour se construire. Curieusement, on ne les entend jamais protester contre l'existence de familles monoparentales, pourtant beaucoup plus nombreuses, qui mettent à mal ce beau principe. Si la formule magique pour élever des enfants existait, depuis le temps que des adultes sont confrontés à cette question, cela se saurait.

Deux adultes de même sexe qui

s'aiment forment sans doute un contexte de vie plus épanouissant pour un enfant, que deux adultes de sexe opposé qui s'engueulent, picolent et se défoulent sur leur progéniture.

Quel doit être le rôle du législateur face à ces questions? Pour les partis républicains, la loi doit se fonder sur la raison. A partir de là, diverses options sont possibles. Les partis extrémistes, au contraire, font commerce des préjugés humains, et entendent que la loi leur donne corps. La question de l'homosexualité est un bon critère pour tester le caractère républicain des responsables politiques.

Samedi 29 janvier 2011

Après la Tunisie, l’Egypte?

Déjà plus de vingt morts dans des émeutes en Egypte. L’Etat bloque Internet et les téléphones portables. Réaction dérisoire.

Après la vague islamiste qui a culminé dans les années 80 à la suite de la révolution iranienne et qui, contrairement à ce que certains esprits attardés refusent de voir, a bien reflué depuis, assiste-t-on à la montée d’une vague démocratique?

Jeudi 3 février 2011

Il n'est jamais trop tard pour bien faire

Le parlement européen a rendu hommage hier aux trois à cinq cent mille Roms morts dans les camps d'extermination nazis, victimes de génocide. Un tiers des prisonniers d'Auschwitz étaient des Roms, a rappelé le président.

Jeudi 3 février 2011

Du rêve au cauchemar

Egypte. On avait rêvé d'un scénario à la tunisienne, on est en train de basculer vers un scénario à l'iranienne. Hier, place Tahrir, des échauffourées ont opposé des manifestants anti-Moubarak, mains nues, à des manifestants pro-Moubarak, armés de gourdins, certains montés sur des chevaux ou des dromadaires. Les forces dites de l'ordre sont restées bras croisés à assister au carnage.

Outre la censure d'Internet et des téléphones portables, des journalistes étrangers ont été molestés et un journaliste du *Soir* enlevé par des individus en civil, non identifiés.

Une idée vaut ce que valent les moyens mis en œuvre pour la faire avancer. Les idées justes avancent à force d'arguments. Les idées injustes ont besoin de la violence pour s'imposer. C'est un bon moyen de distinguer les

unes des autres.

Jeudi 3 février 2011

Prestidigitation

Areva verse chaque année environ deux cents millions d'euros au CEA au titre de la recherche. Cette année, l'argent sera d'abord versé au ministère de la recherche, qui le reversera ensuite au CEA. Et hop! les crédits pour la recherche ont augmenté. Magique, non? On a de la même façon ajouté le montant des retraites versées aux anciens chercheurs à la masse salariale globale de la recherche. Et hop! les crédits augmentent encore.

Dans le même ordre d'idée, on comptabilise aujourd'hui au titre du logement social toutes sortes de logements intermédiaires que l'on ne comptait pas dans cette catégorie il y a dix ans. Ce qui permet, en comparant des choses qui ne sont pas comparables, de multiplier par quatre le nombres de logements sociaux construit chaque année, entre 2000 et 2010.

Voilà comment on manipule l'opinion publique. Est-ce cela la République exemplaire que nous promettait Nicolas Sarkozy en 2007?

Vendredi 4 février 2011

Quatre questions à Marine Le Pen

Dans son discours d'intronisation à la présidence du Front National, dimanche 16 janvier, Marine Le Pen a affirmé: «l'Etat doit être le garant, y compris contre la dérive des partis, de la stricte application des principes républicains et en tout premier lieu de la laïcité.»

Ceci appelle quatre questions:

— Demandez-vous à ce qu'il soit interdit aux prêtres catholiques de sonner les cloches, puisque vous dites: «dans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religions multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique»?

— Demandez-vous à ce que soient interdites les processions religieuses sur la voie publique à l'occasion de la fête de Pâques?

— Demandez-vous à ce que soient

retirées de notre calendrier les jours fériés correspondant à des fêtes religieuses?

— Proposez-vous la dénonciation du régime concordataire qui prévaut en Alsace-Moselle et l'application à ces territoires de la loi de 1905?

Samedi 5 février 2011

Sphinx

Il semble qu'il y ait un partage tacite du pouvoir en Egypte: le pouvoir politique à l'armée, le pouvoir social aux Frères Musulmans à travers un maillage de la société fait d'écoles ou de réseaux d'entraide.

Le pouvoir politique pourrait-il tomber dans l'escarcelle des Frères Musulmans? Le souhaitent-ils seulement? Le cas échéant, qu'en feraient-ils? Ils faudrait peut-être retourner la question. Quelle incidence aurait l'exercice du pouvoir politique sur les Frères Musulmans?

Samedi 5 février 2011

Croisement

Nicolas Sarkozy tape à coups redoublés sur la justice, dénonçant à nouveau la responsabilité de quelques juges à l'occasion d'un fait divers criminel, provoquant du même coup l'ire des magistrats.

A contrario, Marine Le Pen infléchit le discours du Front National vers la défense de la République, de la laïcité et des services publics. Ce croisement idéologique est intéressant à observer même si la posture de Marine Le Pen relève de l'imposture. Un parti politique qui prône l'inégalité des citoyens devant la loi peut-il se dire républicain? Un parti politique qui conçoit la laïcité comme une arme exclusivement tournée contre l'Islam peut-il se dire laïque?

Dimanche 6 février 2011

Israël

Jusqu'à présent, Israël tirait argument d'être la seule démocratie de la région pour bénéficier de la part des pays occidentaux, Etats-Unis en tête, d'une protection particulière (dont il use et abuse depuis plus de soixante ans).

Qu'en sera-t-il si ses voisins, Egypte, Jordanie, Syrie, deviennent des démocraties? Comment Israël pourra continuer à justifier sa politique coloniale? Comment pourra-t-il continuer de grignoter jour après jour, terrain après terrain, maison après maison, un territoire qui ne lui appartient pas?

Mercredi 9 février 2011

Des racines de l'Europe

De temps à autre revient une vieille revendication: inscrire dans les textes fondateurs de l'Union Européenne la mention de ses racines chrétiennes.

Etrange revendication. Ceux qui la soutiennent ont-ils jamais ouvert un livre d'histoire? S'ils s'étaient donné cette peine, ils y auraient vu que le christianisme n'est pas apparu en Europe mais en Palestine, et que c'est une dissidence du judaïsme, idéologie sémitique et non indo-européenne.

Pour filer la métaphore botanique, le christianisme n'a jamais été une racine de la culture européenne, mais une branche qui y a été greffée à la fin de l'antiquité. La greffe au demeurant a fort bien pris, la branche a proliféré, étouffant parfois des branches plus anciennes. Mais cela reste une branche. Prendre une branche pour une racine suppose de marcher sur la tête.

D'autre part, l'Union Européenne s'est revendiquée dès son origine comme une construction démocratique. Or la démocratie n'est pas apparue en terre chrétienne mais en terre païenne, dans la Grèce antique. C'est d'ailleurs logique. Quand on vit dans un monde peuplé de dieux aux caractères et aux opinions diverses, qui passent leur temps à se chamailler, il est légitime pour les hommes de proférer des opinions diverses et de les confronter sur la place publique. Tandis que le régime politique favori du christianisme est la monarchie impériale. Et c'est logique. Quand on vit dans un monde où il n'y a qu'un seul dieu de la bouche duquel s'écoulent des paroles auxquelles on confère un statut de vérité sacrée, toute contestation devient sacrilège, et le criminel doit être sévèrement châtié. Le totalitarisme a partie liée avec le monothéisme. Il y a à la base de chaque totalitarisme un corpus de textes sacrés. En se revendiquant démocratique, l'Europe affirme implicitement ses racines

païennes.

La revendication de racines chrétiennes est donc historiquement fausse, philosophiquement inepte et politiquement dangereuse. Quel peut bien être l'intérêt d'une telle revendication?

Jeudi 10 février 2011

Point aveugle

Depuis quelques semaines, on nous parle beaucoup des retombées de la révolution tunisienne sur l'ensemble du monde arabe. Un pays reste à l'écart de l'attention des observateurs: la Libye. Le peuple libyen serait-il content de son sort? La société libyenne ne serait-elle traversée par aucun débat, fut-il souterrain? N'y a-t-il aucune forme d'opposition dans ce pays, qui n'est sans doute pas le plus facile à observer? Motus.

On en vient à douter. La Libye existe-t-elle?

Vendredi 11 février 2011

Ouf!

Les dictateurs partent le vendredi à 5 heures. Quatre semaines après Ben Ali, Moubarak est parti. Qui pourra résister au tsunami?

La place Tahrir n'a jamais si bien porté son nom: place de la Libération.

Samedi 12 février 2011

Turquie versus Iran

Alors que certains commentateurs en sont encore à brandir l'épouvantail iranien chaque fois qu'un peuple musulman se soulève, il serait sans doute beaucoup plus pertinent de s'intéresser au cas turc. Là, des islamistes ont accédé démocratiquement au pouvoir et ne l'ont pas confisqué. Ils ont fait des réformes que l'on peut discuter, mais les échéances électorales se déroulent à leur terme dans des conditions normales. C'est ainsi que ces mêmes islamistes ont été reconduits au pouvoir par une majorité du peuple turc.

Cette expérience, qui montre qu'avec des garde-fous, principalement l'armée, l'islamisme peut s'insérer dans un cadre démocratique, a certainement pesé beaucoup plus lourd dans l'évolution des mentalités dans le monde arabe, que la révolution iranienne, déjà ancienne, dont la dérive sanglante de 2009 fait

l'exemple à ne surtout pas suivre. La religion et l'Etat doivent rester séparés, beaucoup de musulmans dans le monde en ont bien conscience aujourd'hui. J'aurais pu ajouter les exemples indonésiens ou pakistanais, certes plus lointains, mais tout aussi instructifs.

Cela démontre à ceux qui en doutent encore que l'universalisme est bien une idée... universelle. Tous les peuples aspirent à la liberté et à la démocratie. L'idée que tel ou tel peuple serait par nature effrayé par la liberté et n'aspirerait qu'à être guidé par un maître autoritaire est une belle sottise. Le choc des civilisations est une idée qui pouvait avoir cours au XIX^e siècle. Elle est aujourd'hui complètement démonétisée. La Chine et la Corée du Nord basculeront un jour ou l'autre dans le camp démocratique. C'est juste une question de temps.

Samedi 12 février 2011

Du balai!

Les Egyptiens se rendent en masse place Tahrir... pelles et balais en mains. Le symbole est clair: nous nettoyons l’Egypte.

Dimanche 13 février 2011

Délire

Marine Le Pen, hier, à propos des révolutions tunisienne et égyptienne, s'est sentie une âme de prophétesse. Elle nous a annoncé l'instauration prochaine de deux républiques islamiques à l'iranienne en lieu et place des dictatures défuntes et le départ consécutif de hordes musulmanes fuyant ces nouveaux régimes et venant envahir la France pour y prêcher un islam radical.

La bêtise humaine est un puits sans fond.

Mardi 15 février 2011

Privilèges

En 1789, la Révolution a aboli les privilèges. Le gouvernement actuel s'emploie à les restaurer.

Privilège: littéralement «loi privée». C'est une loi qui s'applique à un petit nombre de personnes, voire à une seule personne. Outre le scandale Tapie qui est sans doute le plus emblématique, mais qui relève d'une décision du gouvernement et non de la loi, je pense à la multiplication de «micro-lois» qui fleurissent après chaque fait divers et qui ne vont s'appliquer qu'à un nombre réduit de personnes, si jamais elles trouvent à s'appliquer un jour. Exemples: les mesures visant à déchoir de la nationalité française un criminel récidiviste, français depuis moins de dix ans, qui se serait attaqué à un policier ou à un représentant de l'Etat; ou encore la loi sur le port de la burka.

Mardi 15 février 2011

Le prix de la révolution

Tunisie: quatre semaines, 200 morts.
Egypte: 18 jours, 300 morts. Irak: des années de violence, 150 000, 200 000 morts, saura-t-on jamais le chiffre exact?

Cela démontre, si besoin était, qu'une révolution est le résultat d'un processus interne, d'une exaspération longuement mûrie, qui éclate lorsque toutes les conditions nécessaires sont réunies. Il est vraisemblable que le régime de Saddam Hussein aurait été balayé à son tour par le printemps arabe qui se lève depuis quelques semaines. Certes, dans l'intervalle, ce régime sanguinaire aurait encore fait des milliers de victimes, beaucoup moins que la guerre américaine, mais surtout, sa chute aurait soudé le peuple entier qui aurait écrit lui-même une page majeure de son récit national. Alors qu'une intervention extérieure oblige les ressortissants du pays concerné à choisir entre la liberté et

la nation: soit la liberté avec l'envahisseur, soit la préservation de la patrie quitte à renoncer à la liberté. Choix impossible, monstruosité politique. Résultat: des murs séparent aujourd'hui à Bagdad les quartiers chiites des quartiers sunnites. Beau gâchis.

Les auteurs de ce gâchis agissaient au nom du prétendu choc des civilisations. Le bilan est en proportion de l'absurdité du postulat. Mais par-delà ce prétendu choc des civilisations, les promoteurs de cette idée, Samuel Huntington, George W. Bush ou Nicolas Sarkozy (qui, heureusement, n'était pas encore président en 2003, car on n'ose imaginer dans quelle galère il aurait entraîné la France) ont en fait une autre idée, moins avouable, qui procède de l'Evangile, de la révélation divine faite homme: la hiérarchie des civilisations. Il y aurait, au sommet (juste en dessous de Dieu, excusez du peu) la lumière divine exprimée par la Bible qui éclairerait les peuples qui s'y réfèrent, puis, en dessous, les autres peuples, plus ou

moins obscurs, plus ou moins barbares, que les premiers auraient pour mission de «civiliser» (fut-ce à coups de baïonnette...). On voit (à condition d'avoir des yeux pour voir) ce que cela produit.

Les Lumières sont aux antipodes de la lumière divine. Les mots sont parfois traîtres.

Mercredi 16 février 2011

Deux options

Le casse-tête, classique, posé par les révolutions tunisienne et égyptienne, vient de l'effondrement de toute source de légitimité. Comment recréer de la légitimité à partir de rien? Et dans quel ordre procéder? Faut-il commencer par procéder à des élections, à charge pour les nouveaux élus, forts de l'onction du suffrage universel, d'écrire une nouvelle constitution, ou faut-il commencer par rédiger une constitution (mais avec qui?) et procéder ensuite aux élections, une fois que l'on saura quels seront les pouvoirs des nouveaux élus. La solution idéale n'existe pas. Les Tunisiens ont choisi la première voie, les Egyptiens la seconde. A suivre.

Vendredi 18 février 2011

Algèbre politique

Une équation semble s'établir dans les pays arabes: «quand le sang est versé, le pouvoir est renversé».

Elle s'est vérifiée en Tunisie et en Egypte. Il y a à ce jour 23 morts en Libye (bilan évidemment approximatif), et quatre morts à Bahrein. On attend la suite des événements.

Lundi 21 février 2011

La politique du pire

Human Rights Watch recense 233 morts en Libye depuis le début des émeutes. Et Kadhafi se tait.

Un pouvoir légitime peut avoir recours à la force. Un pouvoir illégitime ne peut avoir recours qu'à la violence. Nous sommes clairement dans la violence. Le pouvoir libyen signe son illégitimité en faisant tirer sur la foule. Et son arrêt de mort. Combien de victimes fera-t-il avant de quitter la scène?

Mardi 22 février 2011

De pire en pire

A présent, Kadhafi fait tirer sur la foule à la mitrailleuse, et utiliserait même des armes lourdes lancées par nos bons vieux Mirage. C'est une guerre ouverte entre le clan Kadhafi (le fiston à promis des rivières de sang, sympathique programme) et un peuple. La folie répressive n'a plus de limites. Dans quel état ressortira ce malheureux pays?

Et que pense Patrick Ollier, président de l'association France-Libye, de tout cela? Il est bien discret ces temps-ci...

Mercredi 23 février 2011

Un train peut en cacher un autre

Il y a deux aspects dans les révoltes qui secouent le monde arabe actuellement. Le premier, celui qui nous apparaît avec le plus d'évidence, est l'aspect politique. Il s'agit de balayer des régimes dictatoriaux corrompus pour établir des démocraties. C'est clair.

Mais ces révoltes ont une autre cause tout aussi importante mais que nous n'entrapercevons qu'à peine. Une cause sociale. Les pays arabes, ayant acquis un certain niveau de prospérité, ont pu offrir une formation supérieure à leur jeunesse. Or celle-ci ne trouve pas de débouchés à la hauteur de sa formation. Souvenons-nous de Mohamed Bouazizi. Le problème de cette jeunesse diplômée et désœuvrée ne sera pas réglé par un changement de régime.

Nous aurions tort de sous-estimer cette question, car elle nous concerne autant que les pays arabes. Depuis la

révolution industrielle, les gains de productivité, constants, ont réduit la somme de travail nécessaire au développement de nos sociétés. Dans le même temps, l'élévation du niveau de vie a permis de donner une meilleure formation à la jeunesse, alors qu'à l'autre bout de la pyramide des âges, se constituait une strate de personnes âgées vivant de rentes (retraites ou produits d'épargne). Du fait de l'allongement de la vie, cette classe s'élargit chaque année davantage, et pèse donc plus lourd dans notre économie. Le creusement du fossé entre ces deux classes est supporté par la tranche d'âge intermédiaire, numériquement stable, dont le niveau de vie stagne ou régresse. Il y a là une bombe à retardement que nous sommes bien en mal de désamorcer. Ce modèle de développement ne peut se perpétuer à l'infini. Nous devons le réformer. Il y a là un défi à relever d'urgence.

Vendredi 25 février 2011

Deux options (suite)

La Tunisie pourrait s'orienter vers une voie «à la turque», soit une République laïque. On peut craindre en revanche que l'Egypte s'oriente vers une voie «à l'algérienne», soit une démocratie de façade instrumentalisée en coulisse par l'armée qui, en Egypte comme en Algérie, noyauté les principaux rouages de l'économie égyptienne.

Samedi 26 février 2011

Paranocratie

Comment un homme d'un orgueil aussi démesuré que Kadhafi pourrait-il sortir vivant d'un processus comme celui qui est à l'œuvre actuellement en Libye? On l'imagine mal faire ses valises pour partir en exil comme un péteux. On l'imagine encore moins se laisser arrêter et juger. Il ne reste qu'une issue: la mort, volontaire ou non. Mais quels dégâts aura-t-il encore le temps de faire avant la chute finale?

Dimanche 27 février 2011

L'aveugle et le paralytique

Alain Juppé remplace MAM au quai d'Orsay. Après l'aveugle, le paralytique. Alain Juppé a déjà occupé ce poste entre 1993 et 1995 (à l'époque où on vendait des frégates au Pakistan). A cette époque, il a mené une politique calamiteuse vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie. Il a cautionné le discours des nationalistes les plus acharnés (je l'entends encore parler des «Serbes de Bosnie», voire des «Bosno-serbes»). Ce parti pris l'a amené à cautionner au nom de la France les ignobles accords de Dayton qui ont amené un charcutage ethnique de la Bosnie.

C'est aussi ce grand homme qui, soit comme ministre des affaires étrangères, soit comme premier ministre, a mené avec les Allemands les négociations qui devaient aboutir à la création d'une monnaie unique en Europe. Récapitulons. Il y avait cinq points de

désaccord:

1) La France voulait une monnaie commune, l'Allemagne une monnaie unique; nous avons une monnaie unique.

2) La France voulait une banque centrale dépendante du pouvoir politique, en l'occurrence la Commission de Bruxelles, l'Allemagne une banque centrale indépendante; on a eu une banque indépendante.

3) La France voulait que le siège de cette banque centrale soit installé en France, l'Allemagne le voulait en Allemagne; ce sera Francfort (franc fort...).

4) La France ne voulait pas entendre parler de critères de convergence, l'Allemagne les exigeait; on a eu les critères de convergence.

5) La France voulait que cette monnaie continue de s'appeler «écu», les Allemands voulaient la rebaptiser «euro»; nous avons l'euro.

Avec un négociateur de la trempe d'Alain Juppé, on voit que notre diplomatie est entre de bonnes mains.

Lundi 28 février 2011

Le mur de Tunis

Pour être menée convenablement, la diplomatie demande que celui qui l'inspire ait une certaine hauteur de vue.

Nicolas Sarkozy s'est hélas fait une spécialité de courir après les trains qu'il venait de rater et d'essayer de se raccrocher en catastrophe au dernier wagon. Quitte à réécrire l'histoire ultérieurement.

En 1989, il a ainsi raté la chute du mur de Berlin. Qu'à cela ne tienne, il est allé se faire photographier devant ce qu'il restait du mur huit jours plus tard pour pouvoir dire «j'y étais». La diplomatie devenait de la sorte une forme de tourisme. Il a «fait» le mur de Berlin comme d'autres «font» Venise ou les pyramides. Vingt ans plus tard, il est allé raconter sur sa page Facebook qu'il était à Berlin le 9 novembre 1989. La preuve? J'ai la photo! Il est devenu la risée de la planète.

En janvier 2011, empêtré dans toutes sortes de conflits d'intérêt, il a encore raté la chute du «mur de Tunis». Il est obligé de débarquer en catastrophe Michèle Alliot-Marie, grande pourvoyeuse de matraques et de gaz lacrymogènes au service des peuples en révolte, qui a un peu trop fricoté avec le dictateur éjecté (tandis que son compagnon, qui ne tarit pas d'éloges pour Kadhafi, sauve son strapontin ministériel...). Et de venir nous expliquer à la télé qu'il avait toujours soutenu la cause des droits de l'homme partout dans le monde, lui qui, il n'y a pas si longtemps, raillait ces «droits-de-l'hommistes» qui parlent des droits de l'homme confortablement installés à la terrasse du café de Flore. Les coutures de sa veste sont heureusement renforcées.

Il aurait pu se rattraper un peu la semaine dernière en répondant à l'offre de visite officielle que lui ont adressé depuis longtemps les autorités turques. Au lieu de cela, il s'est rendu à Ankara

pour une visite expresse de cinq heures, dans le seul but de préparer le sommet du G20 (qu'on se le dise, on a surtout pas parlé d'Europe). Cinq heures pour la démocratie turque, cinq jours de visite officielle pour Kadhafi: Nicolas Sarkozy a clairement choisi son camp. C'est décidément bien un homme d'Ancien Régime. Il ne souffre la démocratie dans son propre pays que parce qu'il ne peut pas faire autrement et qu'il a réussi à s'y faire une place au soleil. Ce n'est pas un hasard si, hier soir, dans son allocution télévisée, il a insisté sur les fonctions *régaliennes* de l'Etat qu'il s'agit de remettre en ordre de marche.

Lundi 28 février 2011

Multikulti

Emboîtant le pas d'Angela Merkel et de David Cameron qui, ces dernières semaines, ont déclaré la faillite des modèles multiculturels allemand et britannique, Nicolas Sarkozy, dans son interview sur *TF1* du 10 février, a annoncé avec une gourmandise à peine dissimulée que le modèle de société multiculturelle avait échoué, sous-entendu: en France. Il n'a décidément rien compris à la société française.

Le modèle culturel français est un modèle républicain, c'est-à-dire l'antithèse exacte du modèle multiculturel, certains disent aussi communautariste, qui a cours dans les pays anglo-saxons. Ses bases sont l'égalité des citoyens devant la loi sans condition d'origine, de race ou de religion, et la laïcité, c'est-à-dire le renvoi de la croyance dans la sphère privée, et donc la délimitation nette entre domaine

public et domaine privé. Nicolas Sarkozy, lui, s'emploie à brouiller les limites. Les délinquants doivent être traités différemment selon qu'ils sont étrangers, français de fraîche date ou français depuis plusieurs générations. Les autorités morales se voient hiérarchisées, le prêtre dépassant l'instituteur. Et il revient à l'Etat de régir les cultes, c'est pour cela qu'il a créé le Conseil Français du Culte Musulman.

Sans doute le mot «républicain» n'évoque-t-il dans son esprit qu'un parti politique américain.

Mercredi 2 mars 2011

Epouvantails

Le formidable espoir que fait naître le printemps des peuples arabes ne devrait susciter qu'enthousiasme parmi les responsables politiques de tous les pays démocratiques. Or il se trouve en Europe un certain nombre de politiciens qui ne trouvent rien de plus urgent à faire que d'agiter l'épouvantail des flux migratoires hypothétiques que ces bouleversements pourraient causer. C'est minable.

Jeudi 3 mars 2011

Surf

Nicolas Sarkozy pratique la politique de la planche de surf. Lorsqu'un événement soulève une vague d'émotion dans l'opinion publique (qu'il mesure grâce aux sondages quotidiens qu'on lui fournit), il s'empresse de sortir sa planche de surf pour essayer de récupérer à son profit l'énergie de cette vague. C'est ainsi que, depuis qu'il est président, chaque fait divers sordide est immédiatement suivi d'un discours tonitruant et d'un texte de loi inutile. Est-ce cela la République?

La loi ne peut être juste que si elle est fondée sur la raison, pas sur l'émotion.

Jeudi 10 mars 2011

Identité

Une batterie de sondages récemment publiée fait couler beaucoup d'encre. Ces sondages placent Martine Le Pen en tête du premier tour de l'élection présidentielle.

Ces sondages sont critiquables. Ils ont été réalisés par Internet, avec récompense sonnante et trébuchante à la clé. D'autre part, comme les instituts de sondages en ont pris la fâcheuse habitude, ils ne nous indiquent pas les chiffres bruts recueillis et la «correction» qui leur est appliquée, mais seulement les chiffres retraités. L'information est donc tronquée. C'est avant tout un beau coup de pub pour l'institut de sondage (Louis Harris).

Il n'en reste pas moins patent que les idées du Front National se banalisent. Le discours tenu par les responsables de l'UMP depuis que Nicolas Sarkozy en est le président, ce discours de droite

«décomplexée», y a fortement contribué. En 2007, certains beaux esprits, y compris à gauche, mettaient à son crédit d'avoir siphonné les voix du Front National. C'est en réalité le Front National qui a vampirisé la droite française. Il y a bien longtemps déjà, Robert Badinter parlait avec raison de la «lepénisation» des esprits. On ne s'étonne presque plus d'entendre une députée UMP, Chantal Brunel, demander à ce que les migrants en provenance d'Afrique du Nord débarquant à Lampedusa soient remis sur des bateaux en direction de l'Afrique. Ou d'entendre le président du groupe UMP à l'Assemblée, Christian Jacob, trouver que Dominique Strauss-Kahn ne représente pas bien nos terroirs. C'est bien connu, Sarkozy, qui a fait toute sa carrière politique à Neuilly-sur-Seine, est le meilleur représentant de nos terroirs. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment il s'exprime au Salon de l'Agriculture.

Nicolas Sarkozy récolte aujourd'hui ce qu'il a semé hier. C'est un stupide

jardinier celui qui pense qu'en arrosant une plante, il va faire grandir l'arrosoir.

Sur quel terreau prospèrent donc les populismes un peu partout en Europe? D'abord sur la crise économique. On sait depuis longtemps qu'un pays qui est en phase d'expansion économique a confiance dans l'avenir et est du même coup plus ouvert à l'étranger, cet étranger qui, en venant chercher du travail dans ce pays, lui renvoie l'image de sa prospérité. En revanche, lorsqu'un pays recule dans la compétition mondiale, il se replie sur lui-même, craint l'avenir incertain, se tourne vers le passé et rejette l'étranger devenu envahisseur ou parasite.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'avenir fait peur et pourquoi le passé rassure. L'avenir c'est la vieillesse, peut-être la maladie, sûrement la mort. Le passé, c'est l'enfance, la santé, l'insouciance, l'allégresse. Ceux qui votent pour des partis conservateurs ou réactionnaires sont fondamentalement nostalgiques. Ils

n'acceptent pas l'idée que le monde change. Ils n'acceptent pas l'idée que le monde dans lequel ils vieillissent ne soit plus le même que celui dans lequel ils ont grandi. Ils n'acceptent pas leur propre vieillissement. Ils sont donc réceptifs aux discours qui leurs font miroiter un monde figé, où serait célébré le culte de l'éternelle jeunesse (voir toute l'imagerie développée par les mouvements fascistes dans les années 30, nazisme en tête). Par contre, celui qui vote pour des partis dits «progressistes», accepte mieux l'évolution du monde. Il accepte de vieillir dans un monde qui change. Il l'accepte d'autant mieux qu'il pense que les hommes peuvent infléchir cette évolution par leur action et leur engagement.

Le culte de la terre et du terroir renvoie au culte de l'identité. L'identité, c'est le caractère de ce qui est identique. Identique dans le temps: le monde ne doit pas changer; identique dans l'espace: les hommes doivent penser pareil, ils doivent se couler, de gré ou de